



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/12122025/8

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202590-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

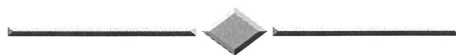
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



8 DEMANDE DE SUBVENTION HÉBERGEMENT TEMPORAIRE EN FAMILIARITÉ - RÉSIDENCES AUTONOMIE - AUTORISATION SIGNATURE



MESDAMES, MESSIEURS,

Le travail conjoint du Centre Local d'Information et de Coordination (C.L.I.C.) des Aînés et du service des résidences autonomie du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Rouen a permis de mettre en évidence une augmentation des situations de précarité et d'isolement chez les personnes âgées rouennaises souvent confrontées à :

- Des logements indécents (syndrome de Diogène, infestations de nuisibles, insalubrité, etc.) nécessitant des travaux ou des interventions dans le domicile,
- Des arrêtés de péril nécessitant des relogements urgents,
- Des difficultés d'adaptation à un logement autonome ou en résidence collective, en raison de fragilités médico-sociales (parcours de rue, addictions, troubles psychiques, difficultés de gestion, etc.).

Ces situations, repérées par les professionnels du C.C.A.S., du C.L.I.C., des Centre Médico-Sociaux, ou encore du C.H.U., révèlent un besoin croissant de solutions d'hébergement transitoire pour :

- Sécuriser les parcours de vie en attendant une solution pérenne (retour à domicile après travaux, admission en structure collective, etc.),
- Évaluer la capacité des personnes à vivre en autonomie avant une admission définitive en résidence,
- Lutter contre les ruptures de parcours et préserver l'autonomie des aînés.

Le C.C.A.S. de Rouen souhaite donc expérimenter, un dispositif d'**hébergement temporaire** au sein de ses résidences autonomie, pour une durée moyenne d'1 à 2 mois, renouvelable exceptionnellement.

Le public cible concerne les personnes âgées de plus de 60 ans soit :

- résidant sur Rouen pour lesquelles une intervention de remise en état de leur logement est indispensable et qui, du fait de leur isolement ne bénéficient pas de possibilité d'accueil familial ou solidaire,
- en situation de précarité, ayant connu un parcours de rue ou de vie précaire, afin de confirmer ou non leur capacité et leur souhait de vivre en autonomie ou au sein d'une résidence,
- se trouvant dans l'obligation d'être relogées suite à un arrêté de péril mais dont l'intégration dans un nouveau logement nécessite un délai.

La personne accueillie sera accompagnée par un référent (coordinateur C.L.I.C., travailleur social, intervenant social en Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (C.H.R.S.), etc., en charge de l'accompagnement de la personne, du suivi de la situation et du projet d'hébergement, et de la coordination des interventions. Il sera garant du projet de relogement à la fin de l'hébergement temporaire.

Ainsi, le projet prévoit :

- la mise à disposition d'un à 2 logements équipés et meublés, au sein des résidences autonomie, dans la limite des logements vacants et/ou au sein d'une chambre d'hôtes dont l'occupation est peu sollicitée,
- l'entretien du logement par un agent de la résidence (nettoyage arrivée/départ, linge de lit, de toilette,...),
- la possibilité de restauration le midi, du lundi au vendredi,
- la possibilité de bénéficier du service de blanchisserie pour le linge personnel.



DÉLIBÉRATIONS

Le budget prévisionnel pour un an représente un coût total estimé de 17 192 € pour 11 mois d'occupation d'un logement, incluant :

- le coût de la redevance d'hébergement pour un F1 : 7 755 €,
- l'achat de meubles, linge et d'un kit de première nécessité : 2 738 €,
- la restauration : 3 325,75 €,
- les charges de personnel pour la gestion administrative, l'entretien du logement et du linge : 3 373,07 €.

La subvention sollicitée auprès du Département de Seine-Maritime, dans le cadre du Projet Social de Territoire de l'Unité Territoriale de l'Action Sociale (U.T.A.S.) de Rouen est de 7 500 €, soit 43,6 % du budget de l'action, et permettrait de couvrir le coût de la redevance d'hébergement (calculée sur la base du montant 2026 d'un F1 à la résidence La Rose Des Sables).

Ladite demande de subvention est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à se prononcer sur l'opportunité de solliciter une subvention pour un montant total de 7 500 € auprès du Département de Seine-Maritime.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.113-1 à L.113-4, articles L. 232-1 à L. 232-6, L. 312-1, et L. 123-5,

VU la Loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'Action Sociale et Médico-Sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Schéma Unique des Solidarités du Département de la Seine-Maritime 2023-2027,

VU le Projet de direction 2024-2027 de la Direction de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (D.S.C.S.),

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2025-2029 des résidences autonomie du C.C.A.S. de Rouen,

VU la demande de subvention dans le cadre du Projet Social de Territoire de l'Unité Territoriale de l'Action Sociale (U.T.A.S.) de Rouen.

CONSIDÉRANT que le projet répond à un besoin identifié de solutions transitoires pour les personnes âgées en rupture de parcours, conformément aux orientations nationales de lutte contre l'isolement et la précarité, aux orientations départementales du Schéma Unique des Solidarités du Département de la Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT qu'il s'inscrit dans l'enjeu 1 du projet de direction la D.S.C.S. : « Accompagner les rouennais les plus en difficulté et prévenir les ruptures dans leur parcours de vie »,

CONSIDÉRANT qu'il s'inscrit dans l'objectif 7 du C.P.O.M. des résidences autonomie : « Lutter contre les ruptures de parcours et accompagner les transitions »,

CONSIDÉRANT que le coût de la redevance est couvert par la subvention sollicitée, et que le reste est assuré par les ressources propres du C.C.A.S.

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/8

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-1212202590-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, décide :

- de créer un dispositif d'hébergement temporaire au sein des résidences autonomie, pour les personnes âgées de plus de 60 ans en situation de précarité ou de fragilité, selon les modalités décrites dans le contexte,
- de créer un contrat de séjour spécifique à l'hébergement temporaire au sein des résidences autonomie,
- de solliciter une subvention de 7 500 € auprès du Département de Seine Maritime dans le cadre du Projet Social de Territoire de l'U.T.A.S. de Rouen,
- d'autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les documents s'y rattachant.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.